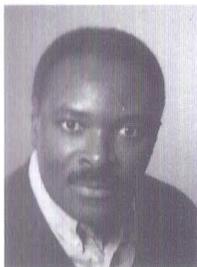


L'ouvrage est axé sur deux idées conductrices : d'une part, le risque d'une dualisation du conflit à l'échelon régional et continental de l'Afrique; d'autre part, la compétition entre l'Etat et les ethnies.

L'auteur a voulu éclairer l'opinion sur la réalité des événements tragiques qui se déroulent au Kivu. Les guerres successives dans cette partie de la République Démocratique du Congo sont le fait d'une compétition ethnique à l'échelon régional de l'Afrique interlacustre. Sous le label de l'ethnicité et des conflits, se cachent des guerres de richesses congolaises. Ou alors se profile un monstre qu'il convient d'appeler la *crise socio-économique transitionnelle vers le XXI^e siècle...*



Gaspard Bagalwa Muheme est économiste et sociologue. Il enseigne à l'Université Catholique de Bukavu et est chercheur à l'Université d'Anvers. Il a participé en 1999 au projet *Ethnicité en Afrique centrale*.



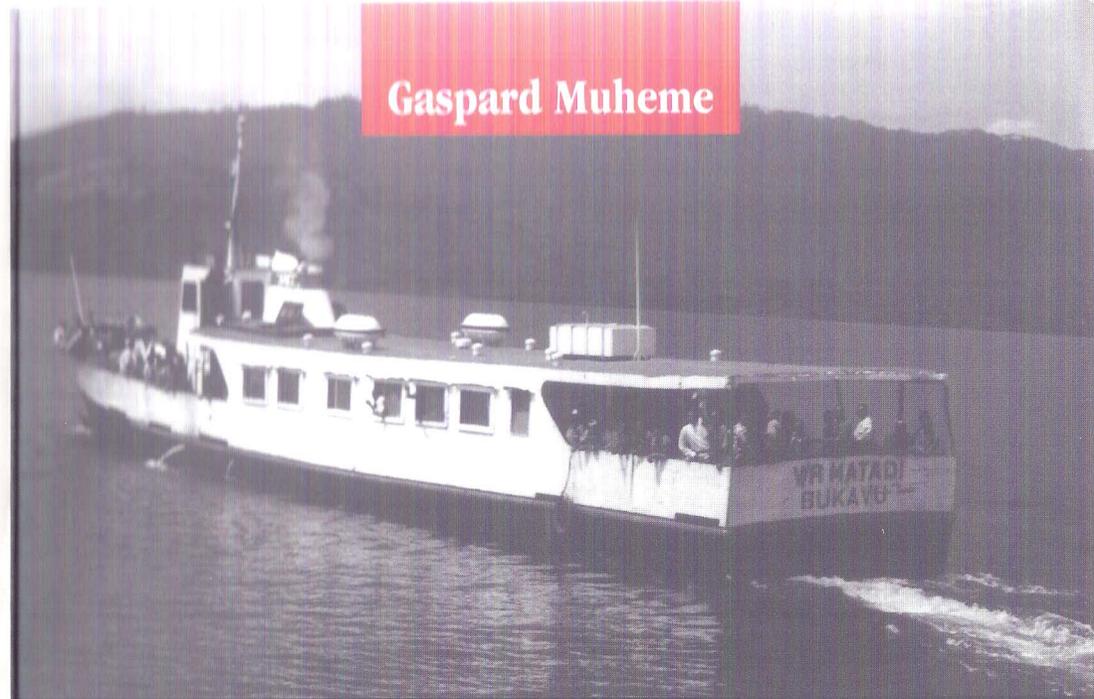
ISBN 2-87209-572-1

CES GUERRES IMPOSÉES AU KIVU

Gaspard Muheme

ACADEMIA
A B
BRUYLANT

Gaspard Muheme



CES GUERRES IMPOSÉES AU KIVU

*Intérêts économiques
ou management social ?*

ACADEMIA
A B
BRUYLANT

CES GUERRES IMPOSÉES AU KIVU

***Intérêts économiques
ou management social ?***

Gaspard Bagalwa MUHEME

ACADEMIA
A ||| **B**
BRUYLANT

Illustration de couverture: G.B. Muheme.

D/1999/4910/36

ISBN 2-87209-572-1

© **BRUYLANT-ACADEMIA s.a.**
Grand'Place, 29
B-1348 Louvain-la-Neuve

Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays sans l'autorisation de l'auteur ou de ses ayants droit.

Imprimé en Belgique

" Il y a compétition, lorsque deux ou plusieurs personnes sont en rivalité pour la possession du même objet ou pour la supériorité, tandis qu'il y a conflit lorsqu'il y a lutte ouverte de personnes ou de groupes en vue de défaire, d'assujettir ou d'annihiler l'autre considéré comme agresseur ".

(A. Cu villier)

Table des matières

Introduction.....	5
CHAPITRE I. Le mythe d'appartenance ethnique	11
CHAPITRE II. Les fondements sociologiques de l'ethnie	19
2.1. LA RELATION DE PARENTÉ	19
2.2. LA NOTION DE FAMILLE	21
2.3. LE CLAN, LA TRIBU ET L'ETHNIE AFRICAINS	23
CHAPITRE III. La théorie du choix ethnique.....	27
3.1. LE TERME ETHNIE	27
3.2. LE TERME COMPÉTITION	30
3.3. QUELQUES ILLUSTRATIONS	32
3.4. LE FONCTIONNEMENT DE LA FAMILLE	35
3.5. LES TENDANCES COMPÉTITIVES D'INVENTER UNE ETHNIE.....	36
CHAPITRE IV. Les identifications ethniques du Kivu	43
4.1. LES VARIATIONS IDENTITAIRES	43
4.2. LES DÉLIMITATIONS TERRITORIALES DU KIVU	49
4.3. LES CONTACTS DU KIVU AVEC LES RÉGIONS VOISINES.....	50
4.4. LES MIGRATIONS RWANDAISES VERS LE NORD DU KIVU	55
4.5. LES PROPHÉTIES AUTORÉALISATRICES DES IMMIGRÉS RWANDAIS	56
4.6. TECHNIQUES D'OCCUPATION ET CONTEXTE DE L'ANARCHIE AU KIVU	66

CHAPITRE V. Les stratégies de la compétition	69
5.1. LES STRATÉGIES ÉTATIQUES D'ALLIANCE ET DE CONFRONTATION.....	69
5.2. LES STRATÉGIES DE LA COMPÉTITION INTERETHNIQUE	76
5.3. LES STRATÉGIES ETHNIQUES DE FIGURATION.....	81
ET DE CONFIGURATION.....	81
5.4. LES STRATÉGIES DE REFORMULATION ETHNIQUE	85
5.5. LES STRATÉGIES ETHNIQUES DE CLASSEMENT	88
CHAPITRE VI. Les enjeux socio-économiques du Kivu	93
6.1. L'AGRICULTURE ET L'ÉLEVAGE.....	94
6.2. LES RICHESSES MINIÈRES	99
6.3. LA MONNAIE ET LES LIENS D'APPARTENANCE.....	102
CHAPITRE VII. Les chances de gouvernance	107
7.1. LA NOTION DE GOUVERNANCE.....	107
7.2. L'ÉTAT CONGOLAIS ET SA GOUVERNANCE.....	117
7.3. LA QUÊTE DE VOIE ADAPTÉE AUX SOCIÉTÉS.....	120
MULTICULTURELLES.....	120
7.4. LE DÉCRYPTAGE DU PROBLÈME CONGOLAIS ACTUEL	127
7.5. LES CONTINUITÉS ETHNIQUES DU NATIONALISME	135
7.6. LES QUESTIONS DE NATIONALITÉ ET DE CITOYENNETÉ	140
7.7. LES APPROCHES ÉTATIQUES DE LA COMPÉTITION ETHNIQUE.....	146
Conclusion	153
Bibliographie.....	159
Table des matières.....	171

Introduction

L'État congolais est-il menacé dans son existence par la compétition ethnique ?

La compétition entre l'État et les ethnies étant de dimension économique, surtout, au regard des problèmes politiques et sociaux dans certains pays africains, s'agit-il d'une compétition ou d'une influence, si l'on table sur les événements qui secouent l'Afrique centrale ?

Les facteurs culturels interfèrent dans le mode d'organisation des États, c'est-à-dire dans leur gouvernance, leur capacité de gestion des processus et programmes de manière efficace et efficiente. L'adversité entre différents groupes linguistiques et culturels congolais, qu'il s'agisse de Brazzaville ou de Kinshasa suffit à le démontrer. En 1990, les partisans du régime en place ont supporté le gouvernement central en fomentant conflit et instabilité locaux. Ces tensions sont restées vives, après l'accession de Laurent Désiré Kabila au pouvoir. Au Kivu, certains rwandophones se plaignent de ne pas avoir de contrôle sur le pouvoir au Nord Kivu, en dépit de leur performance économique, de leur poids démographique, et de leur force militaire qu'ils activent depuis 1996. Ils utilisent le kinyarwanda comme langue courante tandis que les espaces urbains de l'Est du pays, Uvira, Bukavu et Goma, utilisent principalement le swahili et le français à côté d'autres langues locales. Des rapports politiques, ecclésiastiques et de voyageurs ont longtemps décrié la tension sociale à Goma, avant les tragiques événements du Rwanda dont les contradictions se répercutent au Kivu, et subrepticement à Kinshasa en juillet-août 1998.

En 1994 déjà, en même temps que les massacres éclataient au Rwanda, l'identité tutsi s'illustre au Congo, comme synonyme de

caste. Certains leaders de l'opposition s'en servirent face aux atterrissements du régime Mobutu. Il en sera de même au mois d'août 1998, lorsque la rébellion éclate pour fragiliser le pouvoir de Laurent Désiré Kabila. Celui-ci n'a pas échappé à la même rancoeur que sous Mobutu, dans la mesure où il se servit visiblement d'étrangers rwandais ou de Congolais perçus comme tels à des postes clés de la politique et de l'armée. C'est probablement un art de préserver le pouvoir contre des nationaux ambitieux.

Certains ont résumé cette observation en critiquant le système Kabila d'« incarner Mobutu du début à la fin », jusqu'au moment où les mouvements sociaux d'août 1998 laissent apparaître le problème au grand jour.

Les Congolais ont bien l'impression que l'ethnie tutsi tire parti des massacres perpétrés contre elle au Rwanda pour renforcer sa victimisation jusqu'en République démocratique du Congo, et particulièrement au Kivu. Le danger, dans ce cas, est de dualiser le conflit à l'échelle de tous les pays d'ancienne colonie belge, en terme de clivage Bantu contre les Nilotiques. Ce qui est une aberration, le Congo étant composé de plus de trois cents ethnies aux diverses origines. L'effort de dualisation n'est rien d'autre qu'une exportation du racisme de type nouveau, une sorte d'apartheid, jadis limité à la discrimination entre Blancs et Noirs au temps colonial et lors des conquêtes dans les continents à tradition ségrégationniste, et la distance entre Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi. Cette sociologie tend à se développer désormais au Kivu pour miner tout le Congo. À ce qu'il apparaît, depuis les barbaries rwandaises, chaque faction, hutu ou tutsi, essaie de se tailler un groupe allié parmi les quarante tribus du Kivu oubliant que les quarante communautés culturelles ne sont pas forcément réparties en deux groupes antagoniques de type hutu/tutsi. Cette forme d'expansion dont l'éducation reçue nous a toujours protégés est à conjurer. L'insurrection autour de la chute du régime de Mobutu est partie du Kivu, en octobre 1996, sous des prétextes de nationalité à rétablir aux ressortis-

sants rwandais. Pourtant toutes les manoeuvres préparaient à faire du Kivu un territoire annexe des pays voisins, au nom d'une certaine zone de sécurité en lieu et place de la réconciliation des frères ennemis rwandais, c'est-à-dire les Hutu et les Tutsi entre eux. Les événements du mois d'août 1998 justifient cette observation, même si certains intellectuels frappés de myopie ne s'empêchent point de clamer haut et fort que c'est un non sens d'accuser quelques pays dits des Grands Lacs de vouloir occuper le Kivu¹. Les exigences rebelles du Rassemblement congolais pour la Démocratie (RCD), d'assurer la sécurité aux frontières entre le Congo, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, confirment en février 1999 ce constat, six mois plus tard. Les rebelles, les insurgés et les soldats de pays frontaliers avec le Kivu ont élu domicile à Goma, à Uvira et à Bukavu.

¹ Je m'appuie ici sur une information du 17 janvier 1999 contenant le message suivant : « Les chefs coutumiers, cette fois-ci limités aux deux chefs de collectivités d'Idjwi, Rubenga et Ntambuka, font leur deuxième déplacement à Kigali depuis le début de ces événements de la rébellion RCD, à l'invitation du vice-président rwandais Kagame. Cette fois-ci les visées du Rwanda sur l'île Idjwi s'éclaircissent à travers le message sans équivoque que reçoivent les deux Bami. Il leur est refait une leçon d'Histoire comme quoi, conformément à tous les classiques consultés, l'île Idjwi appartiendrait au Rwanda il y a des siècles. C'est pourquoi le Rwanda tient à ce que leurs (sic) troupes d'occupation restent définitivement à Idjwi quelle que soit l'issue des conflits entre le RCD et les troupes de Kabila. Au retour de leur séjour de 4 jours au Rwanda, tous leurs Notables des villages, c'est-à-dire les chefs de groupements seront convoqués au Rwanda pour recevoir les mêmes directives ». Ce texte fut répercuté par e-mail auprès des ressortissants du Kivu, le 18 février 1999. Quelques mois avant ce récit, Bernard LUGAN, un « spécialiste » du Rwanda écrivait à propos de la guerre du Kivu : « Son but de guerre est clair : remettre en question les frontières coloniales afin de créer une marche dans l'Est de l'actuelle RDC et notamment dans la région du Kivu. Une telle politique passe par un démembrement, sous une forme ou une autre de l'ingérable et artificiel Congo ». B. LUGAN, "L'Afrique qui bouge", in *Géopolitique*, n° 63, automne, 1998, p. 21.